

augmentation de l'aide canadienne et qui considère que le «pourcentage de 0,6 p. 100 de notre produit national brut est trop bas (32:41)». Il a été recommandé d'atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB plus tôt que ne l'envisage le gouvernement. Parmi ceux qui ont dit souhaiter que le Canada joue un rôle plus actif dans le développement international, certains estimaient qu'il fallait d'abord mieux financer les activités des organisations non gouvernementales (ONG) dans les pays du tiers monde. Selon eux, la participation des citoyens présente de nombreux avantages. Le porte-parole du CUSO de Saskatoon a particulièrement bien exprimé ce point de vue.

D'après l'expérience de CUSO, les projets locaux de petite envergure conçus par les utilisateurs sont les plus efficaces à long terme [...] À la lumière de notre expérience avec les ONG, nous savons qu'elles possèdent les capacités et l'expérience nécessaires pour administrer de petits projets. Or ceux-ci constituent l'une des rares façons d'aider les plus nécessiteux. En outre, les petits projets risquent moins de créer une dépendance à cause des petites sommes en cause. De plus, parce que les ONG sont dans les localités, il y a de meilleures chances de créer une association de partenaires égaux au profit des groupes canadiens et étrangers. (40:32 et 34).

Abstraction faite du souci qu'ont de nombreux témoins de rendre le programme d'aide du Canada le plus généreux possible envers les pays pauvres, le comité a constaté que les Canadiens se rendaient de plus en plus compte que les relations entre pays développés et pays en développement étaient maintenant au coeur des questions économiques internationales. Au sujet des relations Nord-Sud, les témoins ont mis en relief la gravité des problèmes d'endettement de nombreux pays du tiers monde et l'importance de favoriser la relance de leur économie et leur développement. Ils ont jugé essentiel d'accroître les débouchés pour les exportations du tiers monde dans les pays industrialisés si l'on voulait un jour résoudre ce problème extrêmement épineux.

Le rôle du Canada : agir et faire preuve de responsabilité

Les Canadiens qui ont pris la parole devant le comité se sont montrés rarement cyniques ou égocentriques. Malgré l'inquiétude que leur causait la situation internationale en matière de sécurité, ils demeuraient optimistes. Par la coopération internationale, ils croyaient pouvoir contribuer à l'avènement d'un monde mieux ordonné et plus équitable. Visant ce vaste objectif, ils souhaitaient que le Canada agisse de manière responsable et active et étaient disposés à contribuer en plus grand nombre que jamais à sa réalisation.

En règle générale, les témoins ont abordé la situation mondiale avec un idéalisme tempéré de réalisme. Ils ont tenu compte du fait que les forces militaires soviétiques continuaient de dominer les pays de l'Europe de l'Est et qu'à trois reprises depuis la guerre, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, elles avaient écrasé les efforts des populations locales qui aspiraient à un changement de régime. Ils ont reproché à l'Union soviétique même de ne pas respecter suffisamment les droits de la personne, ce qui contrevenait aux dispositions de l'Acte final d'Helsinki. Ils ont déploré la persistance de l'occupation soviétique en Afghanistan, de même que la violence et les morts qui lui sont attribuables. Ils ont appuyé la participation du Canada à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord et l'affectation des forces canadiennes au commandement de l'ONU. Parallèlement, toutefois, ils ont fermement soutenu que le gouvernement canadien devait réclamer avec insistance le contrôle des armements pour réduire les risques de conflit nucléaire.